

Commission des  
relations de travail dans  
la fonction publique



Loi sur les relations de  
travail au Parlement

**Rapport annuel 2006-2007**

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2007

SR2-1/2007

978-0-662-69910-1

Cette publication est également disponible sur le site Web de la Commission à  
[www.pslrb-crtfp.gc.ca](http://www.pslrb-crtfp.gc.ca)

L'honorable Josée Verner, C.P., députée  
Ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles  
Chambre des communes  
Ottawa K1A 0A6

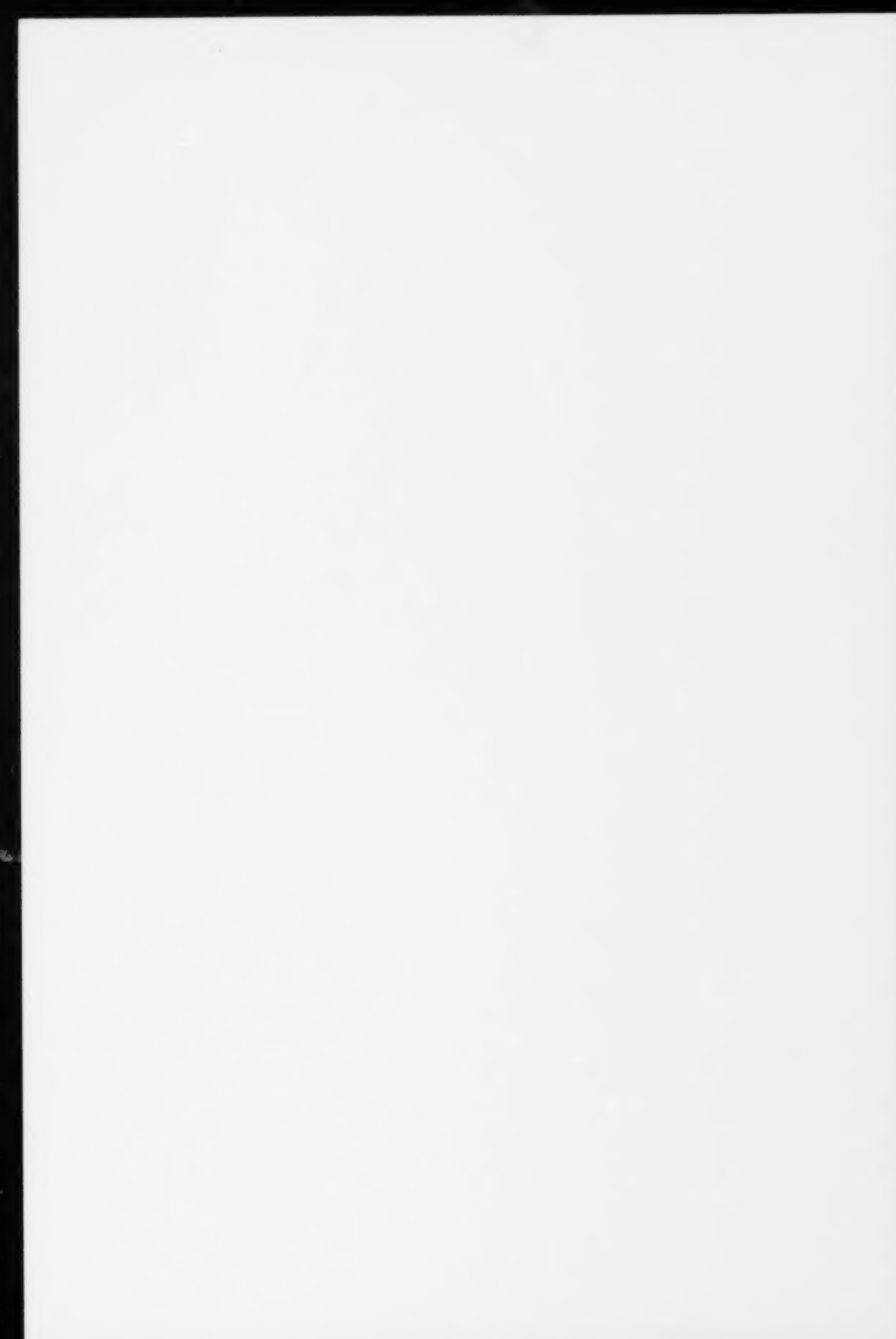
Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à l'article 84 de la *Loi sur les relations de travail au Parlement*, le rapport annuel portant sur l'administration de cette loi par la Commission des relations de travail dans la fonction publique, pendant la période du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2007, qui doit être déposé devant le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'hommage de mon profond respect.



Casper M. Bloom, c.r., Ad. E.  
PRÉSIDENT



**Commission des relations de travail dans la fonction publique**

2006-2007

<b>Président :</b>	Casper M. Bloom, c.r., Ad. E.
<b>Vice-présidents :</b>	Ian R. Mackenzie Sylvie Matteau (mandat terminé le 1 <sup>er</sup> septembre 2006) Georges Nadeau Michele A. Pineau (nommée le 1 <sup>er</sup> janvier 2007)
<b>Commissaires à temps plein :</b>	Dan Butler Barry Done Léo-Paul Guindon Dan R. Quigley Jean-Pierre Tessier (mandat terminé le 28 février 2007)
<b>Commissaires à temps partiel :</b>	Bruce Archibald, c.r. Ruth Elizabeth Bilson, c.r. Mary Ellen Cummings Joan Gordon Thomas Kuttner, c.r. Paul E. Love Kenneth E. Norman John J. Steeves Denise T. Wilson

**PRINCIPAUX CADRES DE LA COMMISSION**

<b>Directeur général de la Commission et avocat général :</b>	Pierre Hamel
<b>Directeur, Services de règlement des conflits :</b>	Guy Baron
<b>Directeur, Services d'analyse et de recherche en matière de rémunération :</b>	Guy Lalonde
<b>Directrice, Opérations du greffe et politiques :</b>	Susan Mailer
<b>Directrice, Services généraux :</b>	Denise Benoit
<b>Directeur, Services financiers :</b>	Robert Sabourin

Table 1. Mean (SD) age, height, weight, and body mass index (BMI) of the 100 children in the study

Measure	Mean (SD)
Age (years)	10.5 (0.5)
Height (cm)	145.2 (10.1)
Weight (kg)	40.5 (10.2)
BMI (kg m <sup>-2</sup> )	19.3 (3.2)

children were asked to perform a series of tasks designed to assess their ability to perform a range of physical activities. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized. The tasks were performed in a sequence, and the order of the tasks was randomized.

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>AFFAIRES DONT LA COMMISSION A ÉTÉ SAISIE</b>	<b>3</b>
1. Arbitrage de griefs	3
2. Plaintes	4
3. Autres procédures	4
<b>MÉDIATION</b>	<b>7</b>
<b>TABLEAUX</b>	<b>9</b>
1. Unités de négociation et agents négociateurs visés par la <i>Loi sur les relations de travail au Parlement</i> du 1 <sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2007	9
2. Griefs renvoyés à l'arbitrage du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2007	10
3. Arbitrage de griefs – Affaires reportées et reçues du 1 <sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2007	11

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200



## Introduction

En 1986, le Parlement du Canada a adopté la *Loi sur les relations de travail au Parlement (LRTP)*. La partie I de cette loi accorde aux employés d'institutions parlementaires le droit d'adhérer à un syndicat pour la négociation collective de leurs conditions d'emploi. Elle donne également aux employés le droit de déposer des griefs relatifs à ces conditions et, dans certains cas, de renvoyer ces griefs à l'arbitrage de griefs devant une tierce partie neutre.

La partie I est administrée et appliquée par la Commission des relations de travail dans la fonction publique (la Commission), tribunal quasi judiciaire créé en vertu de la nouvelle *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. La Commission se compose d'un président, d'au plus trois vice-présidents et d'autant de commissaires à temps plein et à temps partiel que le gouverneur en conseil juge nécessaire.

En vertu de la *LRTP*, la Commission peut être saisie de diverses affaires : demandes d'accréditation présentées par une organisation syndicale pour devenir l'agent négociateur représentant les employés; plaintes de pratiques déloyales de travail; désignation de personnes occupant un poste de direction ou de confiance et arbitrage de différends.

La Commission s'occupe également de l'arbitrage de griefs concernant l'interprétation et l'application de dispositions de conventions collectives, des mesures disciplinaires importantes et diverses formes de licenciement, sauf les renvois en cours de stage dans le cas d'une première nomination. Les griefs contestant une rétrogradation, une nomination et une classification peuvent aussi être renvoyés à l'arbitrage de griefs; ils sont toutefois tranchés non pas par un commissaire mais par un arbitre de grief externe choisi par les parties, qui doivent, à parts égales, assumer sa rémunération et ses dépenses.

En outre, par l'entremise de son service de médiation, la Commission aide les parties qui n'arrivent pas à résoudre leurs différends à la table de négociation. Cette aide peut mener à un règlement sans que le conflit doive être l'objet d'une audience officielle de la Commission, ou elle peut limiter le nombre de questions en litige.

La *L RTP* prévoit un seul mode de règlement des différends si la négociation aboutit à une impasse : l'arbitrage. Dans ces situations, la Commission agit comme conseil d'arbitrage. Après avoir entendu les parties, elle rend une décision sur les points en litige. Ces décisions sont intégrées aux conventions collectives et s'appliquent aux parties et aux employés.

## Affaires dont la Commission a été saisie

La Commission a, en 2006-2007, été saisie de 55 cas en vertu de la *Loi sur les relations de travail au Parlement (LRTP)*. De ce nombre, 46 étaient des griefs, 3 étaient des plaintes et 6 se rapportaient à d'autres demandes.

### 1. Arbitrage de griefs

En 2006-2007, la plupart des affaires dont a été saisie la Commission concernaient des griefs. Au cours de cette période, la Commission a traité 46 griefs. Quarante-et-un étaient des griefs d'années précédentes qui avaient été reportés, et 5 étaient nouveaux.

Selon la *LRTP*, il y a 3 types de griefs arbitrables. Le premier type découle de l'application ou de l'interprétation de conventions collectives ou de décisions arbitrales. De tels griefs ne peuvent être renvoyés à l'arbitrage de griefs sans l'approbation et l'appui de l'agent négociateur. En 2006-2007, la Commission a traité 6 de ces griefs : 4 étaient de la Chambre des communes et 2 étaient de la Bibliothèque du Parlement.

Le deuxième type de griefs arbitrables se rapporte aux mesures disciplinaires donnant lieu à une suspension ou à une sanction pécuniaire et à un licenciement autre que le renvoi en cours de stage pour ce qui est d'une première nomination. Un commissaire agissant comme arbitre de grief entend ces griefs. En 2006-2007, la Commission a statué sur 12 griefs de ce type : 11 étaient de la Chambre des communes et 1 était du Sénat.

Le troisième type de griefs arbitrables inclut les griefs sur la rétrogradation, le refus de nomination et la classification. Un arbitre de grief choisi par les parties instruit et tranche ces griefs. La Commission a traité 28 de ces griefs. Trois étaient de la Chambre des communes et 25 étaient de la Bibliothèque du Parlement. L'ensemble de ces derniers, sauf un, avait trait à des allégations de mauvaise reclassification.

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, de ces 46 griefs, 2 étaient en suspens dans l'attente du résultat de la médiation, 4 étaient en suspens pour d'autres raisons, 3 étaient inscrits au rôle pour audience et 14 n'avaient pas encore été mis au rôle pour audience. Vingt-trois

(23) cas étaient considérés classés. De ces cas, 4 avaient été réglés, 3 avaient été accueillis, 3 avaient été rejetés et 13 avaient été retirés.

## **2. Plaintes**

Aux termes de l'article 13 de la *LRTP*, la Commission doit instruire toute plainte dont elle est saisie et selon laquelle il y a eu une omission d'observer les interdictions énoncées aux articles 6, 7 ou 8, de se conformer à tout règlement qu'elle a adopté relativement aux griefs conformément à l'article 71 et d'appliquer toute disposition d'une décision arbitrale ou une décision d'un arbitre de grief au sujet d'un grief.

Lorsque la Commission accueille une plainte, cet article lui donne le pouvoir d'ordonner un redressement. Si l'ordonnance n'est pas exécutée, la Commission doit, en vertu de l'article 14, faire un rapport au Parlement.

La Commission a traité 3 plaintes en 2006-2007. Le 31 mars 2007, de ces 3 plaintes, 1 plainte avait été réglée, 1 plainte avait été rejetée et 1 plainte était inscrite au rôle pour audition en 2007-2008.

## **3. Autres procédures**

### **Observation des obligations de l'employeur et des organisations syndicales**

L'article 70 de la *LRTP* dispose que la Commission doit enquêter sur les allégations qui ne peuvent faire l'objet d'un grief par un fonctionnaire. De tels cas se posent lorsque l'employeur ou l'agent négociateur tente de faire imposer l'observation d'une obligation qui découlerait d'une convention collective ou d'une décision arbitrale. De tels cas ne se sont pas présentés en 2006-2007.

### **Demandes d'accréditation**

L'article 18 de la *LRTP* dispose qu'une organisation syndicale peut présenter une demande pour être accréditée à titre d'agent négociateur d'une unité de négociation. La Commission n'a pas reçu de telles demandes en 2006-2007.

### **Demande d'examen d'accréditation**

Le 14 novembre 2005, la Chambre des communes a, à titre d'employeur, déposé auprès de la Commission une demande, en vertu de l'article 17 de la *LRTP*, sollicitant un examen de la structure existante de l'unité de négociation. Les défenseurs – l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, l'Alliance de la Fonction publique du Canada, l'Association des employés du Service de sécurité de la Chambre des communes et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier – représentent sept unités de négociation qui seraient touchées par cette demande. L'affaire doit être entendue en 2007-2008.

### **Détermination de l'appartenance à une unité de négociation**

En vertu de l'article 24 de la *LRTP*, l'employeur ou une organisation syndicale peut demander à la Commission de déterminer si un employé ou une classe d'employés fait partie d'une unité de négociation. La Commission n'a pas traité de telles demandes en 2006-2007.

### **Demande de déclaration des droits du successeur**

L'article 36 de la *LRTP* prévoit que la Commission peut préciser les droits, privilèges et obligations acquis ou conservés par une organisation syndicale à la suite d'une fusion d'organisations syndicales ou du transfert de compétence entre de telles organisations, qui ne sont pas la conséquence d'une révocation d'accréditation. La Commission n'a pas reçu de telles demandes en 2006-2007.

### **Avis de négocier collectivement**

L'article 37 de la *LRTP* prévoit que l'agent négociateur ou l'employeur peut, par avis écrit, requérir l'autre partie d'entamer des négociations collectives en vue de la conclusion d'une convention collective. En 2006-2007, la Commission a reçu 1 avis de négocier collectivement de l'Association canadienne des employés professionnels, pour le commencement d'une négociation avec la Bibliothèque du Parlement.

### **Demandes fondées sur l'article 38**

Aux termes de l'article 38 de la *LRTP*, les parties doivent entamer de bonne foi des négociations collectives et faire tout effort raisonnable pour conclure une convention collective. La Commission n'a pas traité d'allégations d'infraction à l'article 38 en 2006-2007.

### **Demande de nomination d'un conciliateur**


En vertu de l'article 40 de la *LRTP*, lorsque les parties n'arrivent pas à convenir d'une condition d'emploi prévue dans une convention collective, elles peuvent demander au président de nommer un conciliateur qui les aidera à parvenir à un accord. La Commission n'a pas traité de telles demandes en 2006-2007.

### **Procédures d'arbitrage des différends**

L'article 46 de la *LRTP* dispose que l'arbitrage exécutoire est le seul mode de règlement des différends; la *LRTP* ne prévoit pas de droit de grève. La Commission a été saisie de 3 demandes d'arbitrage au cours de l'exercice visé. Le 31 mars 2007, 1 cas était réglé, en attente d'une confirmation, et 2 étaient considérés classés.

### **Demandes de prorogation de délais**

Une demande visant la prorogation d'un délai en ce qui concerne la présentation d'un grief, déposée en vertu de l'article 79 du *Règlement et règles de procédure de la L.R.T.P.*, a été reçue en 2006-2007. La demande est tenue en suspens en attendant la médiation en 2007-2008.



Lorsqu'une affaire est soumise à la Commission, des services de médiation sont offerts pour aider les parties à régler leurs différends sans recourir à une audience officielle. En 2006-2007, aucun service de médiation visant à régler un grief n'a été demandé par les parties.





# Tableaux

**Tableau 1 : Unités de négociation et agents négociateurs visés par la Loi sur les relations de travail au Parlement du 1<sup>er</sup> avril 2006 au 31 mars 2007**

## UNITÉS DE NÉGOCIATION

## AGENTS NÉGOCIATEURS

### Employeur : Chambre des communes

Catégorie technique

Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier

Groupe des Services de protection

Association des employés du Service de sécurité de la Chambre des communes

Sous-groupe de la Procédure et sous-groupe de l'Analyse et Référence compris dans le groupe des Programmes parlementaires

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Groupe de l'exploitation (à l'exception des nettoyeurs à temps partiel classés OPA)

Alliance de la Fonction publique du Canada

Sous-groupe des Comptes rendus et sous-groupe du Traitement de textes du groupe des Programmes parlementaires

Alliance de la Fonction publique du Canada

Sous-groupe des Services postaux du groupe du Soutien administratif

Alliance de la Fonction publique du Canada

### Employeur : Sénat du Canada

Sous-groupe des greffiers du groupe Soutien administratif

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Sous-groupe du Service de sécurité du groupe de l'Exploitation

Association des employés du Service de sécurité du Sénat

Groupe de l'Exploitation (à l'exception du sous-groupe du Service de sécurité)

Alliance de la Fonction publique du Canada

## Employeur : Bibliothèque du Parlement

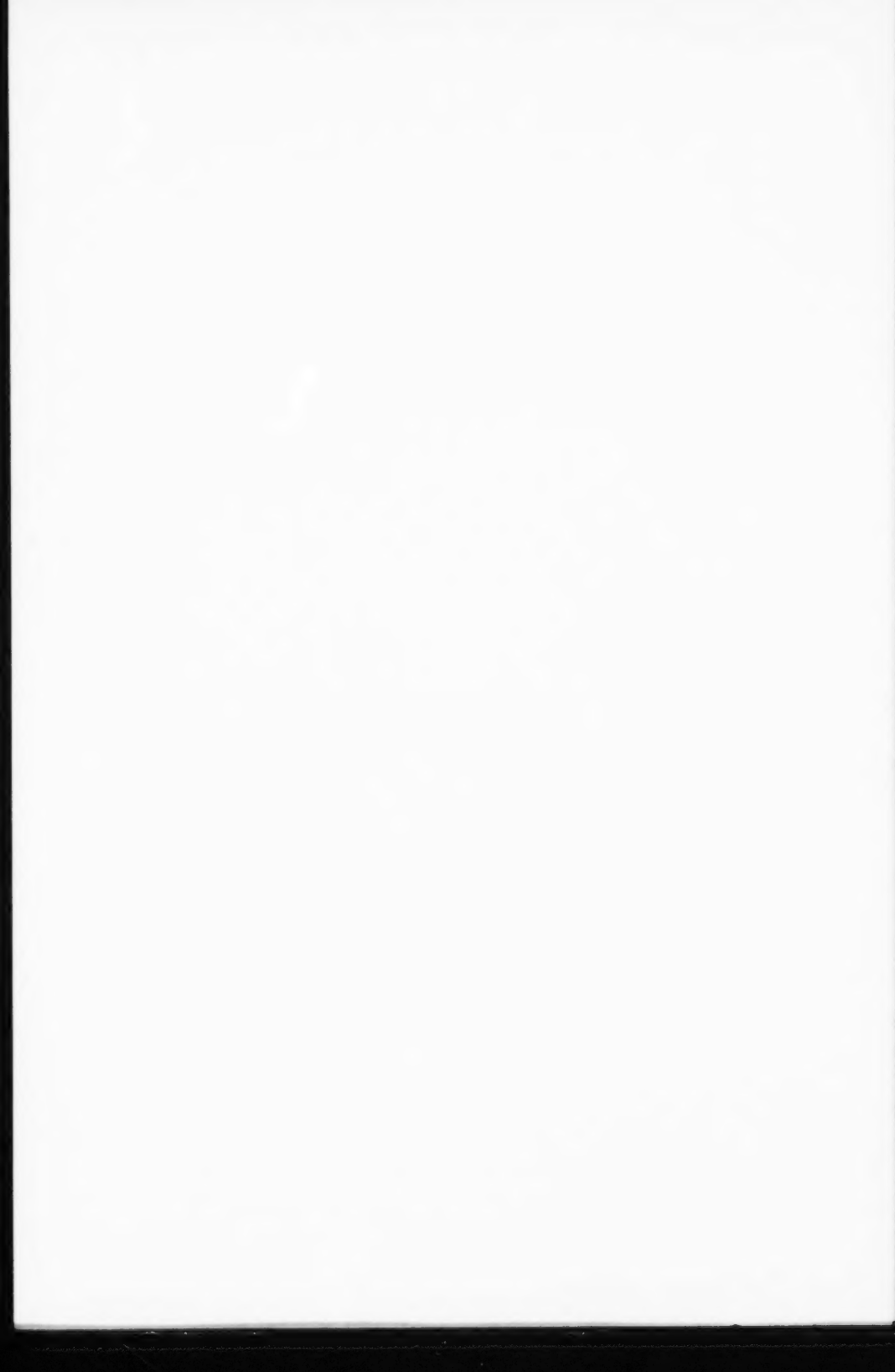
Sous-groupes Bibliothèque (Référence) et Bibliothèque (Catalogueur) du groupe des Services de recherche et bibliothéconomie	Alliance de la Fonction publique du Canada
Groupe de l'Administration et du soutien	Alliance de la Fonction publique du Canada
Sous-groupe de Techniciens de bibliothèque du groupe des Services de recherche et de bibliothéconomie	Alliance de la Fonction publique du Canada
Sous-groupes des Attachés de recherche et des Adjoints de recherche du groupe des Services de recherche et bibliothéconomie	Association canadienne des employés professionnels

**Tableau 2 : Griefs renvoyés à l'arbitrage du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2007**

	Questions d'interprétation [al. 63(1)a)]	Questions disciplinaires [als 63(1)b) et c)]	Accusations d'une partie contre l'autre [art. 70]	Total partiel	Als 63(1) d), e) et f)	Total
2006-2007	6	12	0	18	28	46
2005-2006	4	11	0	15	25	40
2004-2005	2	4	0	6	0	6
2003-2004	2	2	0	4	0	4
2002-2003	51	3	0	54	29	83
2001-2002	7	0	0	7	0	7
2000-2001	2	2	1	5	12	17
<b>Totaux cumulatifs du 24 décembre 1986 au 31 mars 2007</b>						
	356	77	10	443	291	734

**Tableau 3 : Arbitrage de griefs – Affaires reportées et reçues du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2007**

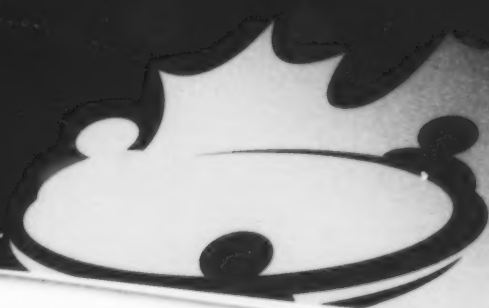
Exercice	Affaires reportées	Affaires reçues	Total des affaires	Total des règlements
2006-2007	41	5	46	23
2005-2006	26	14	40	1
2004-2005	26	6	32	4
2003-2004	33	4	37	7
2002-2003	3	83	86	55
2001-2002	10	7	17	14
2000-2001	41	17	58	45







Public Service Labour  
Relations Board



Parliamentary Employment  
and Staff Relations Act

**Annual Report 2006–2007**

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2007

SR2-1/2007

978-0-662-69910-1

This publication is also available on the Board's Web site at  
[www.pslrb-crtfp.gc.ca](http://www.pslrb-crtfp.gc.ca)



The Honourable Josée Verner, P.C., M.P.  
Minister of Canadian Heritage, Status of Women and Official Languages  
House of Commons  
Ottawa, K1A 0A6

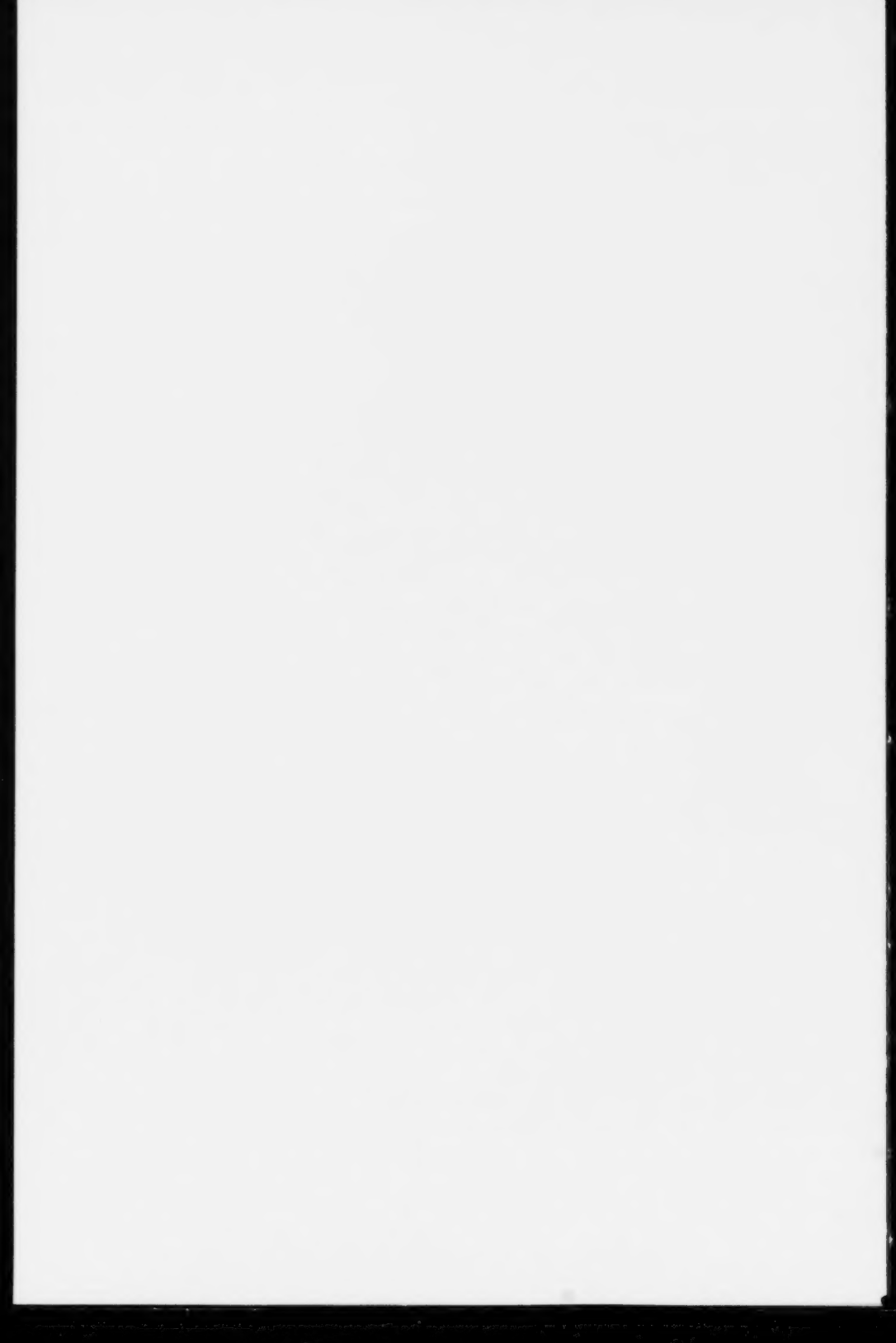
Dear Minister,

It is my pleasure to transmit to you, pursuant to section 84 of the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act*, the Annual Report of the administration of that Act by the Public Service Labour Relations Board covering the period from April 1, 2006 to March 31, 2007, for submission to Parliament.

Yours sincerely,



Casper M. Bloom, Q.C., Ad. E.  
CHAIRPERSON



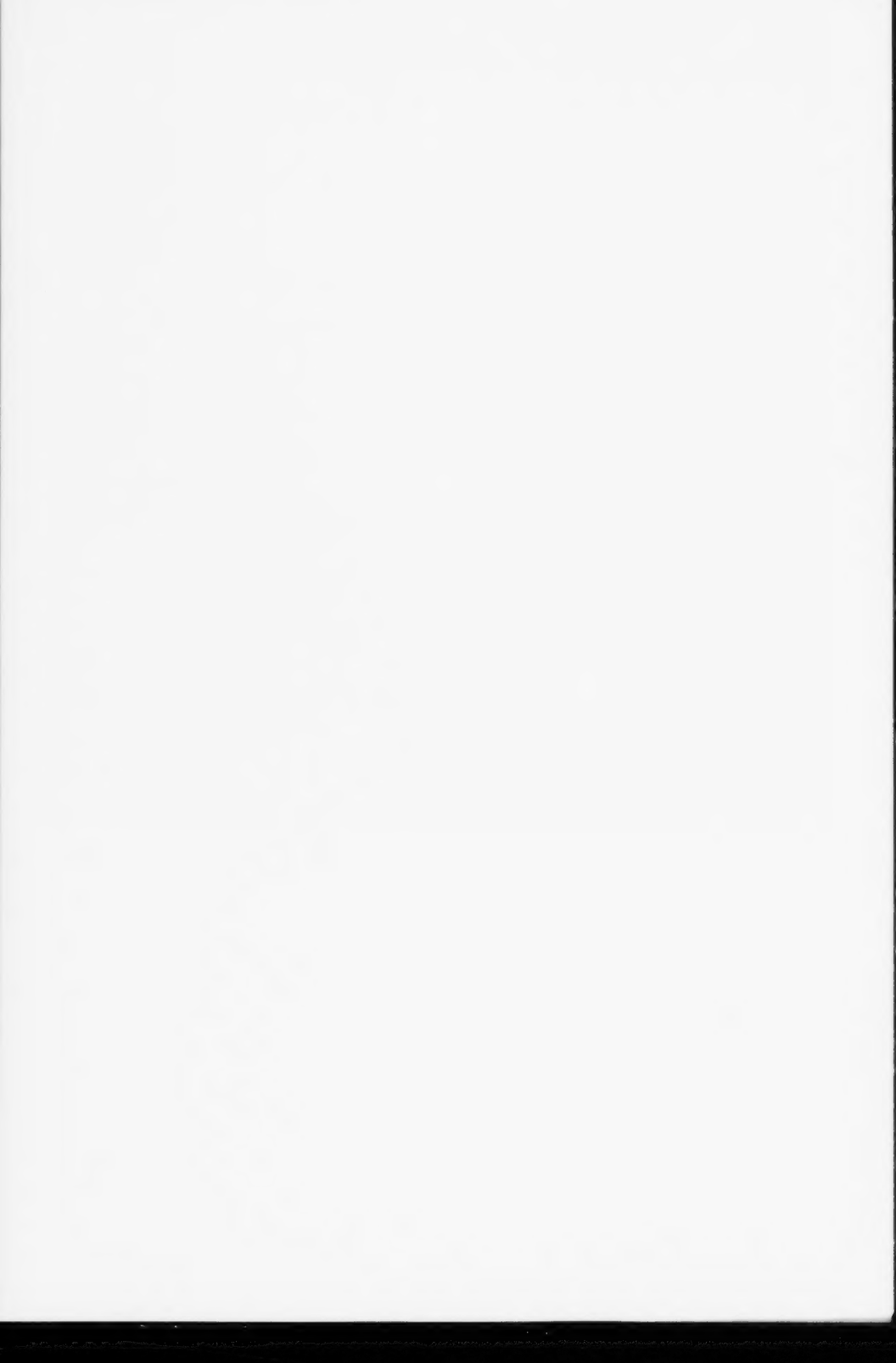
**Public Service Labour Relations Board**

2006–2007

- Chairperson:** Casper M. Bloom, Q.C., Ad. E.
- Vice-Chairpersons:** Ian R. Mackenzie  
Sylvie Matteau (term ended September 1, 2006)  
Georges Nadeau  
Michele A. Pineau (appointed January 1, 2007)
- Full-time Members:** Dan Butler  
Barry Done  
Léo-Paul Guindon  
Dan R. Quigley  
Jean-Pierre Tessier (term ended February 28, 2007)
- Part-time Members:** Bruce Archibald, Q.C.  
Ruth Elizabeth Bilson, Q.C.  
Mary Ellen Cummings  
Joan Gordon  
Thomas Kuttner, Q.C.  
Paul E. Love  
Kenneth E. Norman  
John J. Steeves  
Denise T. Wilson

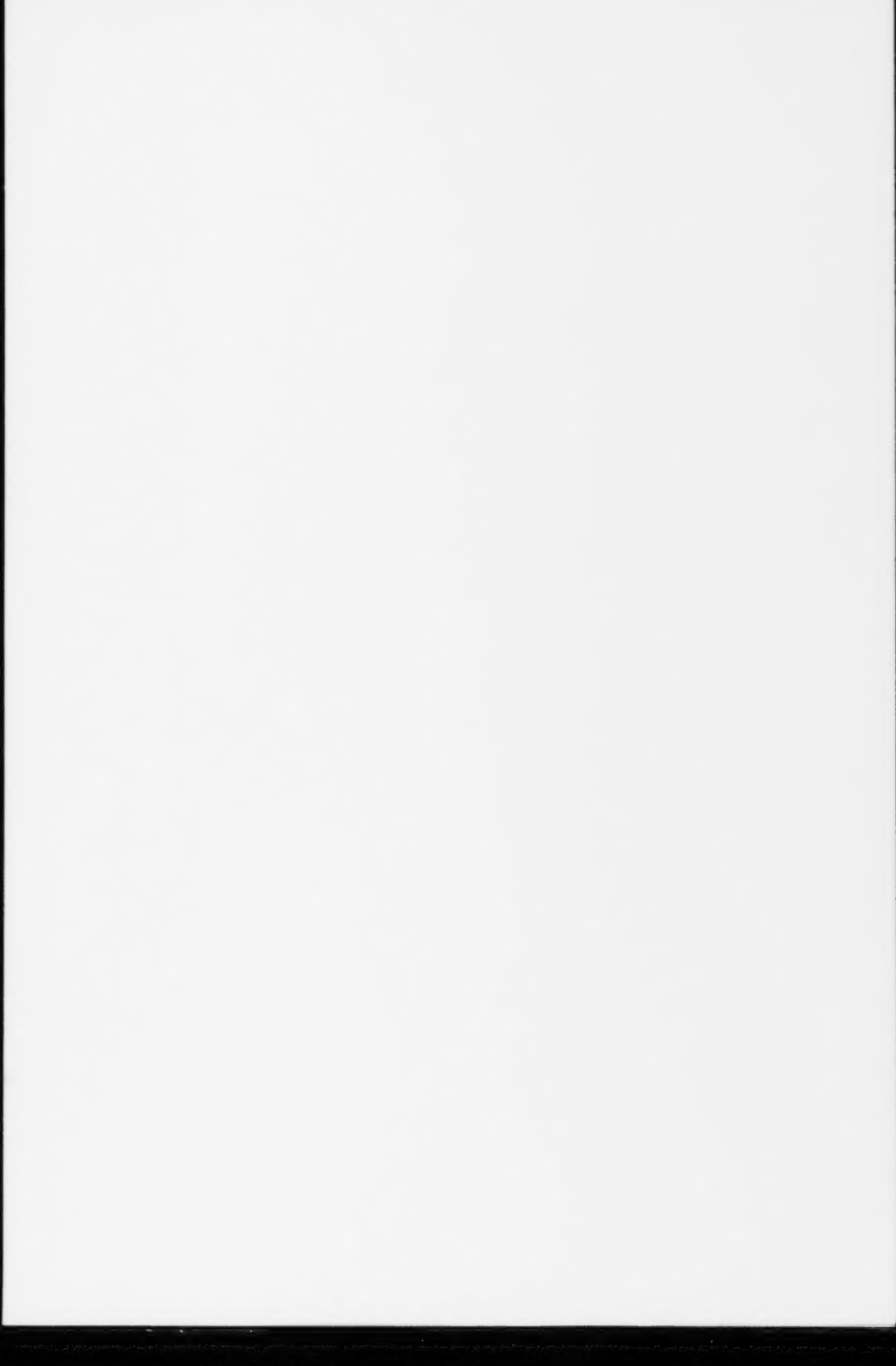
**PRINCIPAL STAFF OFFICERS OF THE BOARD**

- |   |                 |
|---|-----------------|
| <b>Executive Director of the Board and General Counsel:</b>   | Pierre Hamel    |
| <b>Director, Dispute Resolution Services:</b>                 | Guy Baron       |
| <b>Director, Compensation Analysis and Research Services:</b> | Guy Lalonde     |
| <b>Director, Registry Operations and Policy:</b>              | Susan Mailer    |
| <b>Director, Corporate Services:</b>                          | Denise Benoit   |
| <b>Director, Financial Services:</b>                          | Robert Sabourin |



# Table of Contents

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>PROCEEDINGS BEFORE THE BOARD</b>	<b>3</b>
1. Grievance Adjudication	3
2. Complaints	4
3. Other Proceedings	4
<b>MEDIATION</b>	<b>7</b>
<b>TABLES</b>	<b>9</b>
1. Bargaining Units and Bargaining Agents under the <i>Parliamentary Employment and Staff Relations Act</i> , April 1 2006 to March 31, 2007	9
2. Adjudication References, April 1, 2000 to March 31, 2007	10
3. Adjudication References Brought Forward and Received, April 1, 2000 to March 31, 2007	11



## Introduction

In 1986, the Parliament of Canada passed the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act (PESRA)*. Part I of this Act gives employees of parliamentary institutions the right to form a union in order to negotiate collectively the conditions of their employment. Part I also gives employees the right to lodge grievances concerning these conditions and, in certain cases, to refer these grievances to adjudication before a neutral third party.

Part I is administered and applied by the Public Service Labour Relations Board (the Board), a quasi-judicial tribunal established under the *Public Service Labour Relations Act*. The Board consists of a Chairperson, up to three Vice-Chairpersons, and such other full-time members and part-time members as the Governor in Council considers necessary.

Under the *PESRA*, the Board hears various matters: applications by employee organizations for certification to become the bargaining agent representing employees; complaints of unfair labour practices; designation of persons employed in managerial and confidential capacities; and adjudication of disputes.

The Board also adjudicates grievances concerning the interpretation and application of provisions of collective agreements, significant disciplinary action, and all forms of termination of employment except rejection on probation during initial appointments. Grievances concerning demotion, appointment, and classification may also be referred to adjudication but are determined, not by a Board Member, but by an external adjudicator chosen by the parties, which are equally responsible for the adjudicator's compensation and expenses.

Through its mediation services, the Board also assists parties unable to resolve their disputes at the bargaining table. This assistance may lead to a resolution without the need for the dispute to be heard formally by the Board, or may limit the number of issues.

The *PESRA* provides for only one means of resolving disputes if bargaining comes to an impasse: arbitration. In these situations, the Board acts as an arbitration board. After hearing the parties, it renders a decision on the issues. These decisions form part of the collective agreements and apply to the parties and to employees.



## Proceedings Before the Board

In 2006–2007, the Board dealt with 55 cases under the *Parliamentary Employment and Staff Relations Act (PESRA)*. Of these, 46 were grievances, 3 were complaints, and 6 pertained to other applications.

### 1. Grievance Adjudication

In 2006–2007, the bulk of proceedings before the Board concerned grievances. In that time period, the Board processed 46 grievances. Of these cases, 41 had been carried over from previous years and 5 were new.

Under the *PESRA* there are three types of adjudicable grievances. The first type arises out of the application or interpretation of collective agreements or arbitral awards. Such grievances cannot be referred without the approval and support of the bargaining agent. In 2006–2007, the Board processed 6 of these grievances: 4 were from the House of Commons and 2 were from the Library of Parliament.

The second type refers to disciplinary actions resulting in suspension or a financial penalty and to termination of employment, other than rejection on probation in respect of an initial appointment. A member of the Board acting as an adjudicator hears these grievances. In 2006–2007, the Board dealt with 12 such grievances—11 from the House of Commons and 1 from the Senate.

The third type includes grievances concerning demotion of employees, denials of appointment, and classification. These are heard and determined by an adjudicator selected by the parties. The Board processed 28 of these grievances. Three were from the House of Commons and 25 were from the Library of Parliament. All but one of the latter pertained to allegations of incorrect reclassification.

As of April 1, 2007, of these 46 grievances, 2 were on hold pending the outcome of mediation, 4 were on hold pending other reasons, 3 were scheduled for a hearing, and 14 were awaiting the scheduling of a hearing. Twenty-three (23) cases were considered completed. Of those cases, 4 were settled, 3 were granted, 3 were dismissed, and 13 were withdrawn.

## **2. Complaints**

Section 13 of the *PESRA* requires the Board to examine and inquire into an alleged failure to observe any prohibition contained in sections 6, 7 or 8; to comply with any regulation respecting grievances made by the Board pursuant to section 71; and to give effect to any provision of an arbitral award or to a decision of an adjudicator with respect to a grievance.

Where the Board upholds a complaint, it has authority under this section to order remedial action. If such action is not carried out, section 14 provides that the Board shall make a report to Parliament.

The Board processed 3 complaints in 2006–2007. As of March 31, 2007, of these 3 complaints, 1 case had been settled, 1 case had been dismissed, and 1 case was scheduled to be heard in 2007–2008.

## **3. Other Proceedings**

### **Enforcement of obligations of employer and employee organizations**

Section 70 of the *PESRA* requires the Board to inquire into allegations that cannot be the subject of a grievance by an individual employee. These come about when the employer or the bargaining agent seeks to enforce an obligation alleged to arise out of a collective agreement or arbitral award. No such cases were dealt with in 2006–2007.

### **Applications for certification**

Under section 18 of the *PESRA*, an employee organization may submit an application to be certified as bargaining agent for a bargaining unit. The Board did not receive any such applications in 2006–2007.

### **Application to review certification**

On November 14, 2005, the House of Commons employer filed an application with the Board under section 17 of the *PESRA* requesting a review of the existing bargaining unit structure. The respondents—the Professional Institute of the Public Service of Canada, the Public Service Alliance of Canada, the House of Commons Security Service Employees Association, and the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada—represent seven bargaining units that would be affected by this application. The matter is scheduled to be heard in 2007–08.

### **Determination of membership in bargaining unit**

Under section 24 of the *PESRA*, the employer or an employee organization may ask the Board to determine whether an employee or class of employees is included in a bargaining unit. The Board dealt with no such applications in 2006–2007.

### **Application for declaration of successor rights**

Section 36 of the *PESRA* provides for the Board to determine what rights, privileges and duties are acquired or retained by an employee organization after a merger or amalgamation or a transfer of jurisdiction, other than as a result of revocation of certification. The Board did not receive any such applications in 2006–2007.

### **Notice to bargain collectively**

Section 37 of the *PESRA* provides that either the bargaining agent or the employer may require, by written notice, to commence bargaining collectively, with a view to concluding a collective agreement. In 2006–2007, the Board dealt with 1 Notice to Bargain Collectively from the Canadian Association of Professional Employees in order to commence bargaining with the Library of Parliament.

### **Applications under section 38**

Section 38 of the *PESRA* requires the parties to bargain collectively in good faith and make every reasonable effort to conclude a collective agreement. The Board did not deal with any allegations of a violation of section 38 in 2006–2007.

### **Request for the appointment of a conciliator**

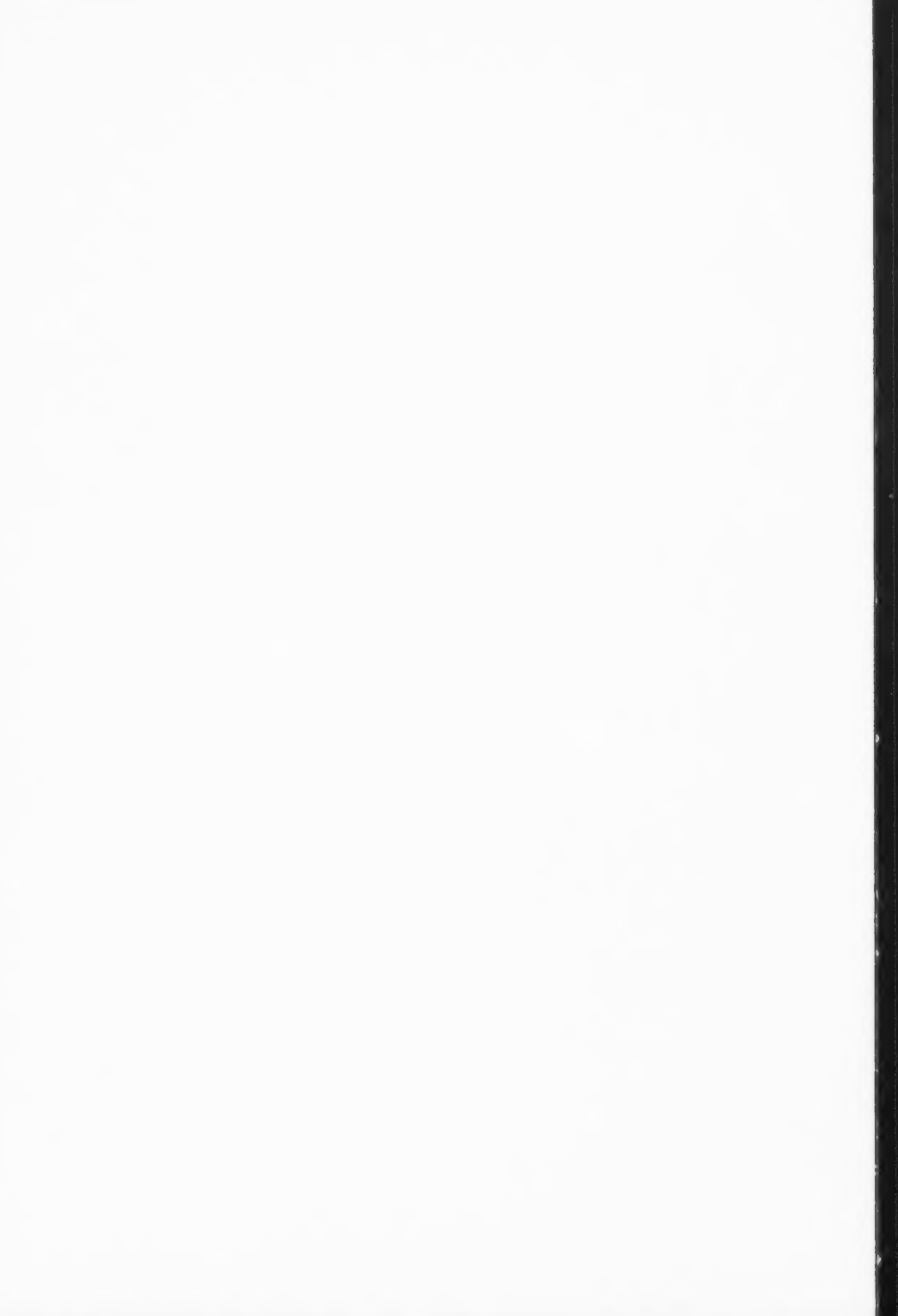
Under section 40 of the *PESRA*, parties unable to reach agreement on any term or condition of employment embodied in a collective agreement may ask the Chairperson to appoint a conciliator to assist them in reaching an agreement. The Board dealt with no such requests in 2006–2007.

### **Arbitration proceedings**

Section 46 of the *PESRA* provides that binding arbitration is the only method available for the resolution of interest disputes; there is no right to strike under the Act. The Board dealt with 3 requests for arbitration in this fiscal year. As of March 31, 2007, 1 case was settled pending confirmation, and 2 were considered completed.

### **Requests for extensions of time**

An application was received in 2006–2007 for an extension of time in relation to the presentation of a grievance, as provided for under Section 79 of the *P.E.S.R.A. Regulations and Rules of Procedure*. It is on hold pending mediation in 2007–2008.



## Mediation

When a proceeding is brought before the Board, dispute resolution services are offered to help parties resolve their differences without resorting to a formal hearing. In 2006–2007, mediation was not sought out by the parties to resolve any grievances.



## Tables

**Table 1: Bargaining Units and Bargaining Agents under the Parliamentary Employment and Staff Relations Act, April 1, 2006 to March 31, 2007**

### **BARGAINING UNITS**

#### **House of Commons as Employer**

Technical Group

Protective Services Group

Procedural Sub-group and Analysis/  
Reference Sub-group in the Parliamentary  
Programs Group

Operational Group (except for part-time  
cleaners classified at the OP A level)

Reporting Sub-group and Text Processing  
Sub-group in the Parliamentary  
Programs Group

Postal Services Sub-group in the  
Administrative Support Group

#### **Senate of Canada as Employer**

Legislative Clerk Sub-group in the  
Administrative Support Group

Protective Service Sub-group  
in the Operational Group

Operational Group (except for employees  
in the Protective Service Sub-group)

### **BARGAINING AGENTS**

Communications, Energy and  
Paperworkers Union of Canada

House of Commons Security  
Services Employees Association

Professional Institute of the Public  
Service of Canada

Public Service Alliance of Canada

Public Service Alliance of Canada

Public Service Alliance of Canada

Professional Institute of the  
Public Service of Canada

Senate Protective Service  
Employees Association

Public Service Alliance of Canada

### Library of Parliament as Employer

Library Science (Reference) and Library Science (Cataloguing) Sub-groups in the Research and Library Services Group	Public Service Alliance of Canada
Administrative and Support Group	Public Service Alliance of Canada
Library Technician Sub-group in the Research and Library Services Group	Public Service Alliance of Canada
Research Officer and Research Assistant Sub-groups in the Research and Library Services Group	Canadian Association of Professional Employees

**Table 2: Adjudication References, April 1, 2000 to March 31, 2007**

	Interpreta- tions [Para. 63(1)(a)]	Discipline [Paras. 63 (1) (b) & (c)]	Party & Party [Sec. 70]	Sub-Total	Paras. 63(1) (d), (e) & (f)	Total
2006-2007	6	12	0	18	28	46
2005-2006	4	11	0	15	25	40
2004-2005	2	4	0	6	0	6
2003-2004	2	2	0	4	0	4
2002-2003	51	3	0	54	29	83
2001-2002	7	0	0	7	0	7
2000-2001	2	2	1	5	12	17
<b>Cumulative Totals December 24, 1986 to March 31, 2007</b>						
	356	77	10	443	291	734



**Table 3: Adjudication References Brought Forward and Received, April 1, 2000 to March 31, 2007**

Fiscal Year	Brought Forward	Received	Overall Total	Dispositions Total
2006-2007	41	5	46	23
2005-2006	26	14	40	1
2004-2005	26	6	32	4
2003-2004	33	4	37	7
2002-2003	3	83	86	55
2001-2002	10	7	17	14
2000-2001	41	17	58	45

